

## EXÉCUTIF

Sous la haute présidence de SE Ali Bongo Ondimba, président de la République, chef de l'Etat, le Conseil des ministres se tient ce jeudi 14 avril 2022 à 10 heures en présentiel dans la salle habituelle. Tous les membres du gouvernement présents sur le territoire national doivent prendre part à cette réunion.

## SOGARA

Le redressement est spectaculaire. Au bord de la faillite il y a deux ans, la Société gabonaise de raffinage (Sogara) a doublé son chiffre d'affaires en 2021, atteignant les 441 milliards de francs. Elle profite notamment de la reprise en main des activités suite à la fermeture de la GOM.

## DRAME

Un jeune d'une vingtaine d'années a succombé à ses blessures, à la suite d'un accident à Plein-Ciel en fin de week-end écoulé. Le conducteur qui l'a renversé, alors qu'il traversait la Voie-Express, s'est constitué prisonnier. Il devrait être présenté à la justice dans les prochaines heures.

Page 4

Page 6

# UN EX-MARI À LA RUE !

LES histoires d'amour finissent mal, en général. Un professionnel de la communication se retrouve ainsi à la rue, expulsé de la maison qu'il a construite, à la suite de son divorce d'avec la femme qu'il a épousée voilà sept ans. Divorce lui-même consécutif à une dénonciation pour faits de violences conjugales que n'attesterait aucun document. Un cas de "spoliation" qui laisse perplexe et pour lequel une plainte a été initiée au pénal.

Page 2



Candidat en 2018, l'ancien arbitre international, qui a surtout officié en Belgique, Jérôme Efont Nzolo, 47 ans, l'est de nouveau cette année, à moins d'un coup de théâtre qui l'écarterait de la course pour incompatibilité – il est directeur général adjoint de l'Office national de développement du sport et de la culture (ONDSC). Son credo ? Reconstruire, collectivement, le football, à partir de projets spécifiques où la formation, les questions de gouvernance, de transparence et d'éthique ainsi que les partenariats divers tiennent une place de choix.

Pages centrales

## POUR MOI QUOI...

Peut-on nous décrire ce plaisir que ressentent nos gouvernants à regarder certaines infrastructures se dégrader avant de réagir ?

Depuis quelque temps les réseaux sociaux et la presse n'arrêtent pas d'interpeller les pouvoirs publics sur l'imminence d'une catastrophe pouvant intervenir à l'échangeur de Nzeng-Ayong fragilisé par un éboulement causé par les pluies diluviennes. Rien n'y fait. Personne ne bouge...

C'est un comportement qui ne surprend guère sous le soleil des Tropiques où certains pouvoiristes ne se nourrissent que des malheurs du plus grand nombre. Un petit trou sur la chaussée, un pont qui tangué, une petite fuite dans un bâtiment administratif n'interpellent personne de la chaîne de décision. Tout simplement parce qu'inter-

venir à ce niveau ne nécessite que le déblocage des "brouilles" pour leur réhabilitation. Et puis, il n'y a rien à manger et à boire à ce stade. Alors, on attend que tout s'écroule. Là, là, là, il y a à bouffer. Vous vous imaginez ? Et quand le drame surviendra par exemple dans le cas de l'échangeur de Nzeng-Ayong, tout ce monde va envahir les lieux. À la fin de leur "visite", devant les caméras de Gabon 1ère, sourire "Banania y a bon", ils promettent tout heureux que l'Etat fera tout pour rétablir le trafic. Normal, ils savent combien ils vont prélever au passage, en termes de rétrocommissions, leur part du gâteau...

Il faut changer de paradigme. On ne peut plus continuer à fonctionner ainsi. Ces pratiques mafieuses doivent cesser maintenant quoi.

...MAKAYA